



Organización Internacional del Café  
Organização Internacional do Café  
Organisation Internationale du Café

ED 1800/01 Rev. 8

13 juin 2005  
Original : anglais

F

## Accord international de 2001 sur le Café

### Procédures d'adhésion

1. Le Directeur exécutif a l'honneur de prier les Membres de bien vouloir trouver ci-joint les renseignements ayant trait aux procédures d'adhésion à l'Accord international de 2001 sur le Café. Ces renseignements se présentent comme suit :

#### Parties Contractantes (Annexe I)

2. À l'intention des autres Parties Contractantes à l'Accord international de 1994 ou de l'Accord international de 1994 sur le Café tel que prorogé : l'Annexe I comporte une liste des Parties Contractantes qui sont habilitées à déposer un instrument d'adhésion à l'Accord international de 2001 sur le Café avant le **31 mai 2006**. Le modèle d'un tel instrument d'adhésion figure à l'Annexe III.

#### Autres gouvernements (Annexe II)

3. Les gouvernements ayant été invités à la 82<sup>e</sup> session du Conseil international du Café au cours de laquelle l'Accord international de 2001 sur le Café a été négocié – l'Annexe II contient les procédures à suivre par ces gouvernements qui sont habilités à déposer un instrument d'adhésion à l'Accord international de 2001 sur le Café avant le 31 mai 2006. Le modèle d'un tel instrument figure à l'Annexe III.

4. Le gouvernement de tout État Membre de l'Organisation des Nations Unies ou Membre d'une de ses institutions spécialisées peut adhérer à l'Accord de 2001 aux conditions que fixe le Conseil.

**Parties Contractantes**

Les Parties Contractantes à l'Accord international de 1994 ou l'Accord international de 1994 sur le Café tel que prorogé (énumérées ci-dessous) sont habilitées à déposer un instrument d'adhésion à l'Accord international de 2001 sur le Café avant le **31 mai 2006**. Le modèle d'un tel instrument figure à l'Annexe III.

**MEMBRES EXPORTATEURS**

Guinée équatoriale

**MEMBRES IMPORTATEURS**Finlande  
Pays-Bas

Il est rappelé aux Membres que les instruments doivent être signés par le Chef de l'État ou le Chef du Gouvernement, ou par le Ministre des Affaires étrangères, ou par une personne agissant en vertu des pleins pouvoirs signés par l'un des précités.

Les instruments doivent être déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies mais, pour des raisons pratiques, ils doivent porter la mention : à l'attention de la Section des Traités du Bureau des Affaires juridiques des Nations Unies à New York. Les numéros de télécopie et de téléphone de la Section des Traités sont les suivants :

Section des Traités du Bureau des Affaires juridiques des Nations Unies  
Organisation des Nations Unies  
New York, NY 10017  
États-Unis d'Amérique  
Téléphone : (+1-212) 963 5047  
Télécopie : (+1-212) 963 3693

### Autres gouvernements

Les gouvernements ayant été invités à la 82<sup>e</sup> session du Conseil international du Café au cours de laquelle l'Accord de 2001 sur le Café a été négocié (énumérés ci-dessous) sont habilités à déposer un instrument d'adhésion à l'Accord international de 2001 sur le Café avant le **31 mai 2006**. Le modèle d'un tel instrument figure à l'Annexe III.

Afrique du Sud	Lituanie*
Algérie	Malaisie
Arabie saoudite	Maurice
Argentine	Maroc
Australie	Nouvelle-Zélande
Bélarus	Oman
Belize	Panama
Bulgarie	Pérou
Canada	Pologne*
Chili	République arabe syrienne
Chine	République démocratique populaire lao
Corée, République de	République tchèque*
Croatie	Roumanie
Égypte	Sierra Leone
Émirats arabes unis	Singapour
Estonie*	Slovaquie*
États-Unis d'Amérique	Slovénie*
Fédération de Russie	Sri Lanka
Fidji	Trinité-et-Tobago
Hongrie*	Tunisie
Israël	Turquie
Jordanie	Ukraine
Lettonie*	Yémen
Liban	

Les instruments doivent être signés par le Chef de l'État ou le Chef du Gouvernement, ou par le Ministre des Affaires étrangères, ou par une personne agissant en vertu des pleins pouvoirs signés par l'un des précités.

Les instruments doivent être déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies mais, pour des raisons pratiques, ils doivent porter la mention : à l'attention de la Section des Traités du Bureau des Affaires juridiques des Nations Unies à New York. Les numéros de télécopie et de téléphone de la Section des Traités sont les suivants :

Section des Traités du Bureau des Affaires juridiques des Nations Unies  
 Organisation des Nations Unies  
 New York, NY 10017  
 États-Unis d'Amérique  
 Téléphone : (+1-212) 963 5047  
 Télécopie : (+1-212) 963 3693

\*États Membres de l'Union européenne

**Modèle d'instrument d'adhésion à l'Accord international de 2001 sur le Café**

CONSIDÉRANT :

Que l'ACCORD INTERNATIONAL DE 2001 SUR LE CAFÉ (ci-après dénommé "l'Accord") est entré provisoirement en vigueur le 1 octobre 2001 entre les gouvernements qui ont complété les formalités requises, conformément aux dispositions du paragraphe 3) de l'Article 45 de l'Accord ;

Que le paragraphe 1 de la Résolution numéro 404 du 28 septembre 2001, le paragraphe 2 de la Résolution numéro 410 du 24 mai 2002, le paragraphe 2 de la Résolution numéro 412 du 30 septembre 2002, le paragraphe 2 de la Résolution numéro 414 du 21 mai 2003, le paragraphe 2 de la Résolution numéro 418 du 20 mai 2004 et le paragraphe 2 de la Résolution numéro 421 du 18 mai 2005 fixent les conditions d'adhésion des Parties Contractantes à l'Accord International de 1994 sur le Café ou l'Accord international de 1994 sur le Café tel que prorogé qui n'ont pas signé l'Accord avant le 25 septembre 2001 ; que ces conditions s'appliquent également aux gouvernements invités à se faire représenter à la session du Conseil international du Café au cours de laquelle l'Accord a été négocié qui n'ont pas signé l'Accord avant le 25 septembre 2001 ;

[NOM ET FONCTIONS du Chef de l'État, Chef du Gouvernement ou Ministre des Affaires étrangères] déclare que le Gouvernement de [nom du pays], après avoir étudié les obligations qui découlent dudit Accord et les conditions qu'entraînent la participation à ce dernier, adhère à cet Accord et s'engage à remplir et honorer fidèlement les obligations qu'il comporte.

EN FOI DE QUOI, il a signé le présent instrument d'adhésion à ..... le .....

[Signature]\*

**\* (L'instrument doit être signé par le Chef de l'État ou le Chef du Gouvernement ou par le Ministre des Affaires étrangères)**